

«*Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*» de Karl Marx



Au début de l'année 1852, Karl Marx, réfugié à Londres depuis l'échec des révolutions, prend la plume et rédige *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, en réaction au coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte, devenu Empereur des Français, Napoléon III, un an plus tard.

Formidable essai d'histoire immédiate analysant dans le détail la situation politique de l'époque, *Le 18 Brumaire* constitue aussi une réflexion profonde sur le poids de la tradition bonapartiste en France depuis un demi-siècle : est-elle l'héritière de la Révolution ? de la monarchie absolue ? Comment expliquer la popularité d'un homme providentiel qui se place au-dessus des clivages et des partis ? La réflexion de Marx dépasse largement le moment historique des années concernées même si elle doit être bien située pour pouvoir la comprendre.

En décembre 1848 avait eu lieu pour la première fois de l'histoire de France l'élection au suffrage universel du Président de la République. Les révolutionnaires de 1848 avaient pensée cette élection comme un moyen démocratique de choisir la tête de l'exécutif. Habilement le neveu de Napoléon Ier détourne les ambitions de départ pour les retourner à son profit : dans une France rurale demeurée conservatrice et effrayée par les « rouges » de la capitale et de quelques villes, Louis Napoléon Bonaparte se présente comme garant de l'ordre. Aux ouvriers dégoutés de la « République bourgeoise » qui a fait tirer sur les ouvriers quelques mois plus tôt en juin, il leur propose « l'extinction du paupérisme » n'hésitant à puiser dans le fond doctrinal du socialisme. Alliage en apparence contradictoire et bancal mais qui fonctionne et lui permet de remporter haut la main en décembre 1848 l'élection avec près de 75 % de suffrages, écrasant ses adversaires républicains... Un Proudhon, pourtant très méfiant à l'égard de l'État, sera au départ séduit par l'aventure : c'est la « révolution sociale démontrée par le coup d'État » ! Tout un programme... Qui montre la force d'attraction d'un président fort, « attrape-tout » et doté de multiples pouvoirs.

Les républicains, traumatisés, retiendront de l'épisode une profonde aversion à l'égard de l'institution présidentielle qui, désormais, devra être déconnectée de toute consultation électorale directe. Jusqu'à la mise en place de la Ve République en 1958-1962, aucun Président de la République ne sera donc élu au suffrage universel, par crainte de voir ressurgir un Bonaparte renversant la République.

Relire Marx aujourd'hui, c'est découvrir un minutieux décortilage des traditions politiques françaises. Regard en apparence très daté, mais qui en réalité renvoie à une réalité bien contemporaine : l'omniprésence du présidentielisme – dérivé donc de la tradition bonapartiste – dans la vie politique française.

Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Les éditions sociales, 1984.

Extraits:

les Autrichiens et les Napolitains.³⁷ L'élection de Louis Bonaparte à la présidence, le 10 décembre 1848, mit fin à la dictature de Cavaignac et à la Constituante.

→ Dans le paragraphe 44 de la Constitution, il est dit : « Le président de la République française ne doit jamais avoir perdu la qualité de citoyen français. » Or, non seulement le premier président de la République française, Louis-Napoléon Bonaparte, avait perdu sa qualité de citoyen français, non seulement il avait été officier de police spécial en Angleterre, il était même naturalisé suisse.³⁸

J'ai développé à un autre endroit³⁹ l'importance de l'élection du 10 décembre. Je n'y reviendrai donc pas. Il suffit de remarquer ici qu'elle était une *réaction des paysans*, qui avaient dû payer les frais de la révolution de Février, contre les autres classes de la nation, une *réaction de la campagne contre la ville*. Elle trouva un grand écho dans l'armée, à qui les républicains du *National* n'avaient procuré ni gloire ni augmentation, dans la grande bourgeoisie, laquelle saluait Bonaparte comme le pont conduisant à la monarchie, et parmi les prolétaires et les petits-bourgeois, qui voyaient en lui un fléau pour Cavaignac. J'aurai plus tard l'occasion d'étudier de plus près l'attitude des paysans à l'égard de la révolution française.⁴⁰ ←

La période qui s'étend du 20 décembre 1848⁴¹ à la dissolution de la Constituante, en mai 1849, comprend l'histoire de la chute des républicains bourgeois. Après avoir fondé une

37. Le royaume des Deux-Siciles est alors sous la domination d'un Bourbon espagnol Ferdinand II qui a écrasé les forces révolutionnaires. Les troupes napolitaines participent à la reconquête des États du Pape aux dépens de la République romaine.

38. Louis-Napoléon Bonaparte établi au château d'Arenenberg en 1832 avait acquis la « bourgeoisie » thurgovienne et donc la nationalité helvétique. Son expulsion ayant été demandée par le gouvernement français, il avait quitté volontairement la Suisse en 1838. En 1848, pendant son séjour en Angleterre, il était entré dans les forces de police exceptionnelles constituées de civils, destinées à s'opposer à la manifestation chartiste du 10 avril 1848.

39. Voir *Les Luites de classes* chap. II : de juin 1848 au 13 juin 1849.

40. Cf. la fin de cet ouvrage, p. 191-192.

41. C'est le 20 décembre 1848 qu'est assurée la translation des pouvoirs au nouveau chef de l'État élu le 10 décembre 1848.

république pour la bourgeoisie, évincé le prolétariat révolutionnaire et réduit momentanément au silence la petite bourgeoisie démocratique, ils sont eux-mêmes mis à l'écart par la masse de la bourgeoisie qui accapare de bon droit cette république comme étant *sa propriété*. Mais cette masse bourgeoise était *royaliste*. Une partie d'entre elle, les grands propriétaires fonciers, avait régné sous la *Restauration* et était par conséquent *légitimiste*. L'autre partie, les aristocrates de la finance et les grands industriels, avait régné sous la monarchie de Juillet et était par conséquent *orléaniste*. Les grands dignitaires de l'armée, de l'Université, de l'Église, du *barreau**, de l'Académie et de la presse se répartissaient, bien qu'en proportion inégale, entre les deux parties. Ils avaient trouvé ici dans la république bourgeoise, qui ne portait ni le nom de *Bourbon*, ni celui d'*Orléans*, mais celui de *capital*, la forme d'État par laquelle ils pouvaient régner *en commun*. L'insurrection de Juin les avait déjà réunis en « parti de l'ordre ». Il s'agissait maintenant d'éliminer la coterie des républicains bourgeois qui occupaient encore les sièges de l'Assemblée nationale. Autant ces purs républicains avaient fait preuve de brutalité en employant la force physique contre le peuple autant ils furent lâches, pusillanimes, timides, humbles, sans défense, en reculant, maintenant qu'il s'agissait d'affirmer leur républicanisme et leur droit législatif contre le pouvoir exécutif et les royalistes. Je n'ai pas à relater ici la lamentable histoire de leur dissolution. Ils ne disparurent pas, ils se volatilisèrent. Leur histoire est à jamais terminée, et, dans la période suivante, ils ne figurent plus, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Assemblée, qu'à titre de souvenirs ; souvenirs qui paraissent revivre dès que le simple nom de république est en cause et que le conflit révolutionnaire menace de tomber au niveau le plus bas. Je remarque en passant que le journal qui donna son nom à ce parti, *Le National*, se convertit dans la période suivante au socialisme.

Avant d'en finir avec cette période, il nous faut revenir sur les deux puissances dont l'une anéantit l'autre le 2 décembre 1851, alors que, du 20 décembre 1848 jusqu'au départ de la Constituante, elles avaient fait bon ménage. Nous voulons parler de Louis Bonaparte, d'une part, et du parti des royalistes coalisés, de l'ordre, de la grande bourgeoisie, d'autre

de 6 millions d'hommes⁸⁵, il exigeait des dommages-intérêts pour les voix dont il disait qu'on les lui avait filoutées après coup. La commission de l'Assemblée nationale éconduisit l'importun. La presse bonapartiste menaçait. L'Assemblée nationale pouvait-elle rompre avec le président de la République, au moment où elle-même avait rompu sur le principe même et définitivement avec la masse de la nation ? Elle repoussa bien la liste civile annuelle, mais accorda un supplément unique de 2 160 000 francs. Elle se rendait ainsi coupable d'une double faiblesse : en accordant l'argent tout en montrant par sa mauvaise humeur qu'elle ne le faisait qu'à contrecoeur. Nous verrons plus tard à quelles fins Bonaparte avait besoin de cet argent. Après cet épilogue désagréable, qui suivit immédiatement l'abolition du suffrage universel, et où Bonaparte, laissant l'attitude humiliée qu'il avait eue pendant la crise de mars et d'avril, se montra d'une insolence provocante à l'égard du Parlement usurpateur, l'Assemblée nationale s'ajourna pour trois mois, du 11 août au 11 novembre. Elle nomma pour la remplacer une Commission permanente de 28 membres⁸⁶, qui ne contenait aucun bonapartiste, mais un certain nombre de républicains modérés. La Commission permanente de 1849 ne comprenait que des gens du parti de l'ordre et des bonapartistes. Mais, à cette époque, le parti de l'ordre se déclarait en permanence contre la révolution. Cette fois, c'était la république parlementaire qui se déclarait en permanence contre le président. Après la loi du 31 mai, le parti de l'ordre n'avait plus que ce seul rival en face de lui.

Lorsque l'Assemblée nationale se réunit de nouveau en novembre 1850, il sembla qu'à la place des escarmouches insignifiantes qu'elle avait livrées jusqu'alors au président une grande bataille impitoyable, une lutte à mort, fût devenue inévitable entre ces deux puissances.

Comme en 1849, le parti de l'ordre s'était, pendant les vacances parlementaires de cette année, divisé en ses différentes fractions, dont chacune était occupée de ses propres intrigues

85. En réalité 5 434 000. Marx arrondit le chiffre pour rendre son raisonnement plus frappant.

86. En fait 25 membres seulement. Le nombre était prévu par la Constitution.

de restauration, qui avaient trouvé un nouvel aliment dans la mort de Louis-Philippe⁸⁷. Le roi des légitimistes, Henri V, avait même nommé un ministre en bonne et due forme qui résidait à Paris et dans lequel siégeaient des membres de la Commission permanente. Bonaparte était donc en droit de faire, de son côté, des tournées dans les départements français et, suivant l'état d'esprit de la population de la ville qu'il honorait de sa présence, de faire connaître, de façon plus ou moins dissimulée ou ouverte, ses propres projets de restauration, et de recruter des partisans. Dans ces voyages, que le grand *Moniteur* officiel et les petits *Moniteurs* privés de Bonaparte se devaient naturellement de saluer comme des tournées triomphales, il était constamment accompagné d'affiliés de la *Société du 10 Décembre*⁸⁸. Cette société avait été fondée en 1849. Sous le prétexte de fonder une société de bienfaisance, on avait organisé le *lumpenproletariat* parisien en sections secrètes, mis à la tête de chacune d'entre elles des agents bonapartistes, la société elle-même étant dirigée par un général bonapartiste. A côté de *roués* ruinés, aux moyens d'existence douteux, et d'origine également douteuse, d'aventuriers et de déchets corrompus de la bourgeoisie, on y trouvait des vagabonds, des soldats licenciés, des forçats sortis du bagne, des galériens en rupture de ban, des filous, des charlatans, des lazzaroni, des pickpockets, des escamoteurs, des joueurs, des *maquereaux**, des tenanciers de bordels, des portefaix, des écrivassiers, des joueurs d'orgue de barbarie, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétamers, des mendiants, bref, toute cette masse confuse, décomposée, flottante, que les Français appellent la *bohème*. C'est avec ces éléments qui lui étaient proches que Bonaparte constitua le corps de la Société du 10 Décembre. « Société de bienfaisance » — en ce sens que tous les membres, tout comme Bonaparte, sentaient le besoin de se venir en aide à eux-mêmes aux dépens de la nation laborieuse. Ce Bonaparte, qui s'institue le *chef du*

87. Louis-Philippe meurt en Angleterre le 26 août 1850.

88. La Société du 10 Décembre (date de l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte à la présidence) avait pour président le général Piat. Elle se proposait « la construction du grand parti napoléonien ». Elle comptait 8 000 à 10 000 adhérents dans le département de la Seine.

lumpenproletariat, qui retrouve là seulement, sous une forme multipliée, les intérêts qu'il poursuit lui-même personnellement, qui, dans ce rebut, ce déchet, cette écume de toutes les classes de la société, reconnaît la seule classe sur laquelle il puisse s'appuyer sans réserve, c'est le vrai Bonaparte, le Bonaparte *sans phrase**. Vieux roué retors, il considère la vie des peuples, leurs grands actes officiels⁸⁹, comme une comédie au sens le plus vulgaire du mot, comme une mascarade, où les grands costumes, les grands mots et les grandes poses ne servent qu'à masquer les canailleries les plus mesquines. C'est ainsi que, lors de son expédition à Strasbourg, un voutour suisse apprivoisé représente l'aigle napoléonien. Pour son entrée à Boulogne, il affuble d'uniformes français quelques laquais de Londres, chargés de représenter l'armée.⁹⁰ Dans sa Société du 10 Décembre, il rassemble 10 000 gueux, chargés de représenter le peuple tout comme Klaus Zettel⁹¹ représente le lion. A un moment où la bourgeoisie elle-même jouait la comédie la plus achevée, mais le plus sérieusement du monde, sans enfreindre aucune des exigences les plus pédantesques de l'étiquette dramatique française, alors qu'elle était elle-même à demi dupée, à demi convaincue par la solennité de ses grands actes officiels, c'était l'aventurier qui devait l'emporter, lui qui prenait la comédie tout simplement pour une comédie. C'est seulement quand il s'est débarrassé de son solennel adversaire, quand il prend lui-même son rôle impérial au sérieux et s'imagine, parce qu'il arbore le masque napoléonien, représenter le véritable Napoléon, qu'il devient lui-même la victime de sa propre conception du monde, le grave polichinelle qui ne prend plus l'histoire pour une comédie, mais sa propre comédie pour l'histoire. Ce que les ateliers nationaux avaient été pour les ouvriers socialistes, ce que les gardes mobiles

avaient été pour les républicains bourgeois, la Société du 10 Décembre, qui constituait son parti spécial, le fut pour Bonaparte. Dans ses voyages, les sections de cette société, entassés dans les wagons de chemins de fer, avaient pour mission de lui improviser un public, de simuler l'enthousiasme populaire, de hurler *Vive l'empereur !*, d'insulter et de rosser les républicains, naturellement sous la protection de la police. Lors de ses retours à Paris, elles étaient chargées de former l'avant-garde, de prévenir ou de disperser les contre-manifestations. La Société du 10 Décembre lui appartenait, elle était son œuvre, sa pensée la plus propre. Ce qu'il s'approprie, c'est la force des circonstances qui le lui donne, ce qu'il fait, ce sont les circonstances qui le font pour lui, ou bien il se contente simplement de copier les actions des autres. Mais celui qui parle publiquement devant les citoyens et dans le langage officiel de l'ordre, de la religion, de la famille, de la propriété, avec derrière lui la société secrète des escrocs et des voleurs⁹², la société du désordre, de la prostitution et du vol, c'est Bonaparte lui-même, auteur original, et l'histoire de la Société du 10 Décembre est bien sa propre histoire. Il était arrivé exceptionnellement que des représentants du peuple appartenant au parti de l'ordre tâtent des gourdis des décembriseurs. Plus encore, le commissaire de police Yon, attaché à l'Assemblée nationale et chargé de veiller à sa sécurité, communiqua à la Commission permanente, sur la déposition d'un certain Allais, qu'une section des décembriseurs avait décidé l'assassinat du général Changarnier et de Dupin, le président de l'Assemblée, et déjà désigné les individus chargés de l'exécution.⁹³ On comprend la terreur de M. Dupin. Une enquête parlementaire sur la Société du 10 Décembre, c'est-à-dire une profanation du monde secret

89. Voir note 57.

90. Louis-Napoléon Bonaparte fit pendant la monarchie de Juillet deux tentatives aventureuses pour soulever la population contre le régime de Louis-Philippe, une à Strasbourg le 30 octobre 1836, l'autre à Boulogne le 6 août 1840.

91. Dans la pièce de Shakespeare, *Le Songe d'une nuit d'été*, un groupe d'artisans prépare la représentation d'un divertissement : Pyrame et Thisbé. Le menuisier Snug (l'ajusté ou l'étriqué) y joue le rôle, limité aux rugissements, d'un lion.

92. Marx écrit « la société secrète des Schufterle et des Spiegelberg » en se référant aux personnages du drame de Schiller, *Les Brigands*.

93. Allais, indicateur pris comme agent par Yon, commissaire chargé de la garde de l'Assemblée, s'était introduit dans une filiale de la Société du 10 Décembre, la Société du 15 Août. Il est possible que certains membres de cette société aient proféré des menaces, mais Allais était peut-être aussi un agent double. Yon eut le tort de grossir cette affaire qui reste d'ailleurs très obscure (voir *Le Moniteur* du 25 décembre et jours suivants).

quels que fussent d'ailleurs ses efforts en vue d'exercer un pouvoir propre.

Ce n'est que sous le second Bonaparte que l'État semble s'être rendu complètement indépendant. La machine d'État s'est si bien renforcée en face de la société bourgeoise qu'il lui suffit d'avoir à sa tête le chef de la société du 10 Décembre, chevalier de fortune venu de l'étranger, élevé sur le pavois par une soldatesque ivre qu'il a achetée avec de l'eau-de-vie et du saucisson, et à laquelle il doit constamment jeter davantage de saucisson. C'est ce qui explique le morne désespoir, l'effroyable sentiment de découragement et d'humiliation qui oppresse la poitrine de la France et entrave sa respiration. Elle se sent comme déshonorée.

Cependant, le pouvoir d'État ne plane pas dans les airs. Bonaparte représente une classe bien déterminée, et même la classe la plus nombreuse de la société française, à savoir les *paysans parcellaires*.

De même que les Bourbons avaient été la dynastie de la grande propriété foncière et les Orléans la dynastie de l'argent, les Bonapartes sont la dynastie des paysans, c'est-à-dire de la masse du peuple français. L'élu des paysans, ce n'était pas le Bonaparte qui se soumettait au Parlement bourgeois, mais le Bonaparte qui dispersa ce Parlement. Pendant trois ans, les villes avaient réussi à fausser le sens de l'élection du 10 décembre et à voler aux paysans le rétablissement de l'Empire. C'est pourquoi l'élection du 10 décembre 1848 n'a été parachevée que par le coup d'État du 2 décembre 1851.

Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. Leur mode de production les isole les uns des autres, au lieu de les amener à des relations réciproques. Cet isolement est encore aggravé par le mauvais état des moyens de communication en France et par la pauvreté des paysans. Leur terrain de production, la parcelle, ne permet, dans la culture, aucune division du travail, aucune utilisation des méthodes scientifiques, par conséquent, aucune diversité du développement, aucune diversité de talents, aucune richesse de rapports sociaux. Chacune des familles paysannes se suffit presque complètement à elle-même, produit directement elle-même la

plus grande partie de ce qu'elle consomme et se procure ainsi ses moyens de subsistance bien plus par un échange avec la nature que par un commerce avec la société. La parcelle, le paysan et sa famille ; à côté, une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille. Quelques dizaines de ces familles forment un village et quelques dizaines de villages un département. Ainsi, la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre. Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques d'existence qui séparent leur mode de vie, leurs intérêts et leur formation de ceux des autres classes et les font se confronter à ces dernières en ennemies, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom, soit par l'intermédiaire d'un Parlement, soit par l'intermédiaire d'une Convention. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent se faire représenter. Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue, qui les protège contre les autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps. L'influence politique des paysans parcellaires trouve, par conséquent, son ultime expression dans la subordination de la société au pouvoir exécutif.

→ La tradition historique a fait naître dans l'esprit des paysans français la croyance miraculeuse qu'un homme portant le nom de Napoléon leur rendrait toute leur splendeur. Et il se trouva un individu qui se donna pour cet homme, parce qu'il s'appelait Napoléon conformément à l'article du code Napoléon qui proclame : « *La recherche de la paternité est interdite* ». Après vingt années de vagabondage et une série d'aventures grotesques, la légende se réalise, et l'homme devient empereur des Français. L'idée fixe du neveu se réalisa

parce qu'elle correspondait à l'idée fixe de la classe des Français la plus nombreuse.

Mais, objectera-t-on, et les insurrections paysannes dans la moitié de la France¹⁵², et les battues de l'armée contre les paysans, l'incarcération et la déportation en masse des paysans ?

Depuis Louis XIV, la France n'a pas connu de semblables persécutions des paysans « pour menées démagogiques ».

Mais entendons-nous. La dynastie des Bonapartes ne représente pas le paysan révolutionnaire, mais le paysan conservateur ; non pas le paysan désireux de dépasser sa condition d'existence sociale, la parcelle, mais le paysan cherchant au contraire à la consolider ; non pas la population rurale qui veut, par son énergie, renverser la vieille société, de concert avec les villes, mais, au contraire, celle qui, confinée dans ce vieux régime, veut être sauvée et avantagée, elle et sa parcelle, par le spectre de l'Empire. La dynastie des Bonapartes ne représente pas le progrès, mais la foi superstitieuse du paysan, non pas son jugement, mais son préjugé, non pas son avenir, mais son passé, non pas ses Cévennes modernes¹⁵³, mais sa Vendée moderne.

Les trois années de domination sévère de la république parlementaire avaient libéré une partie des paysans français de l'illusion napoléonienne, et les avaient révolutionnés, quoique de façon seulement superficielle, mais la bourgeoisie les repoussa violemment chaque fois qu'ils se mirent en mouvement. Sous la république parlementaire, la conscience moderne des paysans français entra en conflit avec leur conscience traditionnelle. Le processus se poursuivit sous la forme d'une lutte incessante entre les maîtres d'école et les prêtres. La bourgeoisie abattit les maîtres d'école. Pour la première fois, les paysans s'efforcèrent d'avoir une attitude indépendante à l'égard de l'action du gouvernement. Cette opposition s'exprima par des conflits continuels entre les

152. Si la classe ouvrière parisienne ne se soulève pas en masse contre le coup d'État, en revanche, des mouvements de protestation armés ont lieu dans trente départements, particulièrement les Basses-Alpes, la Drôme, le Gers, l'Hérault, la Nièvre, le Var.

153. Marx pense sans doute à la révolte des camisards qui eut lieu dans les Cévennes gardoises et lozériennes entre 1702 et 1705.

*maires** et les préfets. La bourgeoisie révoqua les *maires**. Enfin, les paysans de différentes localités se soulevèrent, pendant la période de la république parlementaire, contre leur propre création, l'armée. La bourgeoisie les en punit au moyen de l'état de siège et de saisies, et maintenant cette même bourgeoisie se lamente sur la stupidité des masses, de la *vile multitude*¹⁵⁴ qui l'a trahie en faveur de Bonaparte. C'est elle-même qui a renforcé par la violence l'impérialisme de la classe paysanne, c'est elle qui a maintenu les conditions qui ont donné naissance à cette religion paysanne. Assurément, la bourgeoisie ne peut que craindre la stupidité des masses, tant qu'elles restent conservatrices, et leur intelligence, dès qu'elles deviennent révolutionnaires.

Dans les soulèvements qui se produisirent au lendemain du coup d'État, une partie des paysans français protestèrent, les armes à la main, contre leur propre vote du 10 décembre 1848. L'expérience réalisée depuis 1848 avait aiguë leur esprit. Mais ils s'étaient voués à l'enfer de l'histoire, et celle-ci les prit au mot. D'ailleurs, la majorité d'entre eux étaient encore à tel point prisonniers de leurs propres illusions que c'est précisément dans les départements les plus rouges que la population paysanne vota ouvertement pour Bonaparte.¹⁵⁵ A leurs yeux, l'Assemblée nationale avait entravé sa marche. Présentement, il avait seulement brisé les chaînes imposées par les villes à la volonté des campagnes. Ils nourrissaient même, par endroits, l'idée grotesque de placer à côté de Napoléon une Convention.

Après que la première révolution eut transformé les paysans demi-serfs en libres propriétaires fonciers, Napoléon consolida et réglementa les conditions leur permettant d'exploiter tran-

154. Thiers employa cette expression le 24 mai 1850 dans le débat sur le projet de loi restreignant le suffrage universel (qui devint la loi du 31 mai 1850). L'expression eut un retentissement considérable.

155. Dans le Var où un important mouvement insurrectionnel avait eu lieu le pourcentage de *non* au plébiscite de décembre 1851 (4,1 % des inscrits, 6,5 % des votants) est inférieur au pourcentage national (6,6 % des inscrits, 7,85 % des votants). Il est vrai que les régions insurgées subissaient davantage le poids de la répression. Mais il est possible aussi que des électeurs aient voté *oui* pour faire libérer les insurgés emprisonnés.

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Jean-Numa Ducange, « À propos du "18 Brumaire de Louis Bonaparte" de Karl Marx », *Silothèque*, mars 2017.

URL : <https://silogora.org/le-18-brumaire-de-louis-bonaparte-de-karl-marx/>